

G20, directoire autoproclamé de la refondation du capitalisme : promesses, impacts et limites¹

Aziz S. Fall

L'unipolarité libérale a permis que la logique de nouvelles forces transnationales, pilotées par des États, instaure apparemment d'innovantes formes normatives de régulation. Les États, de retour à la faveur de la crise, ont fait du neuf avec de l'ancien, intervenant, certes sans précédent, à la rescousse d'un système économique et financier. Ce dernier paradoxalement désuet et avant-gardiste hypothèque toujours l'avenir de l'humanité. Le G20 semble représenter une pièce maîtresse de ce dispositif. Pour ce type de regroupement, rappelons que c'est d'abord le G77, crée en 1964 pour véhiculer les préoccupations du tiers-monde pour un autre ordre mondial, qui a probablement permis, dans la foulée du mouvement des non-alignés, de moraliser et de rendre plus progressiste le droit international, la coopération internationale et le développement. Dans la mondialisation néolibérale, le G5, au fond le moteur de la triade E-U- premiers pays d'Europe et Japon-, a fait de l'exaltation du marché le crédo pendant que les États les plus puissants qui le composaient semblaient de plus en plus transcendés par les firmes transnationales. Ce G5, porté à G7 puis à G8 a davantage correspondu à la volonté des pays les plus riches et industrialisés d'impulser ensemble la régulation mondiale. Il faut y souligner l'activisme du Canada qui comme pays intermédiaire entre géants de l'économie monde a permis la cristallisation de ce regroupement. Le G5 d'aujourd'hui est le clone de l'ancien et correspond désormais au regroupement des pays dits émergents les plus riches (Chine, Brésil, Inde, Mexique et Afrique du Sud). Sous les oripeaux de l'appellation des anciens maîtres du monde, ces tigres aspirants à une nouvelle territorialité de l'espace monde confortent autant le statu quo qu'ils le recomposent. Après une tentative de G22 et de G33, ce groupe de pays dit émergent a été récemment coopté avec ses seconds pour être associé aux pays du centre et finalement donner le G20.²

Le G20, fort de représenter 80 % du commerce mondial, 90 % des produits nationaux bruts et de rassembler près des deux tiers de la population mondiale, prend l'intendance de réguler l'architecture de l'économie mondiale surtout dans le désarroi et le désenchantement qu'instaure la crise. Quoique dans son *Global Plan for recovery and reform* il reconnaisse « *A global crisis requires a global solution* » on peut questionner comment finalement ce rôle lui reviendrait. Advenu à l'essoufflement du G7-G8, le G20 gagne en importance lors de la crise économique de la fin des années 90. En 2007 au sommet d'*Heiligendamm* les chefs d'États du G8 et G5 scellent leur consensus qualifié

¹ NB : Les propos émis dans cet article n'engagent que l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'AQOCI et des organismes qui en sont membres.

² (Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; France; Allemagne; Inde; Indonésie; Italie; Japon; Mexique; Russie; Arabie Saoudite; Afrique du Sud; Corée du Sud; Turquie; Royaume Uni; États Unis, représentation U.E.).

d'HDP (*Heiligendamm Dialogue Process*)³ en vertu duquel une logique de partenariat se dessine, sous la houlette de leurs sherpas, sur de grands enjeux planétaires. Mais ce dialogue est plus que logistiquement encadré par l'OCDE. Ces dispositifs vont aussi contribuer à lubrifier et rapprocher les vues des membres du G20, en assurant de nouveaux points d'entrée au G5 dans leur logique de partenariat avec les pays dit émergents comme l'atteste la fusion de l'agenda *Heiligendamm* et du sommet du G8 de *l'Aquila*. Les membres du G8 ont décidé de poursuivre ces tractations sur deux ans, notamment au Japon en 2010 et d'aboutir à une déclaration finale en 2011 en France.

Dès lors sur le G20 les tenants de l'ordre mondial semblent vouloir faire reposer l'issue de la récession profonde dans laquelle est actuellement empêtré le capitalisme des oligopoles. La cooptation des semi-périphéries émergentes (il y a 15 ans leur poids était de moins de 40 % de la production annuelle mondiale et ils en constitueraient la moitié aujourd'hui) permet au G20 de représenter l'essentiel de l'économie monde et de s'arroger la tâche de proposer des voies de sortie de crise à l'humanité. Va-t-on véritablement vers l'établissement d'un ordre mondial dicté par un ordre ploutocratique fut-il cosmopolite ? La légitimité de cette nouvelle entité repose sur sa faculté d'infléchir certaines des politiques de régulation des pays du centre et des institutions financières internationales. Elles escomptent moraliser une économie ultralibérale qui, dans les deux dernières décennies, a imposé le joug du tout marché et du désengagement de l'État laissant libre cours à la financiarisation de l'économie et des dérives spéculatives⁴. Ces dernières ne sont pas les réelles responsables de la crise du capitalisme, mais comme bouc-émissaires⁵, elles fondent l'essentiel des diagnostics retenus par le G20. Quant aux solutions que le G20 préconise, elles visent à rénover le système, mais semblent destinées à le perpétuer sous de nouvelles formes, tout en donnant l'impression aux opérateurs économiques et à l'opinion publique qu'un nouvel ordre s'est amorcé. Cette soudaine intégrité imposée par la crise sera-t-elle superficielle ou profonde ?

Il importe à la faveur du sommet de Pittsburgh de saisir la portée des changements opérés ou préconisés par le G20 et de comprendre leur faisabilité et leur impact pour la coopération internationale et le développement. La ville de Pittsburgh frappée par la crise de son secteur manufacturier a été choisie, en lieu et place de New York par le régime Obama, pour symboliser la reprise économique et son recyclage en société de services et de technologies propres. Le postulat d'une sortie de la crise d'accumulation par le marché et par la croissance entretenue par la finance n'arrange que le capitalisme des oligopoles et défavorise l'essentiel de l'humanité et l'écosystème. Alors que d'autres

³ http://www.oecd.org/document/46/0,3343,en_21571361_40549151_40556654_1_1_1_1,00.html

⁴ Voir Michel Aglietta et Antoine Rébéroux, *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel, 2004.

⁵ Ni «une trop grande liquidité» résultant de la «politique monétaire expansionniste des États-Unis», ni un «trop-plein mondial d'épargne» n'expliquent le quasi-effondrement du système financier. Pas plus que de mauvais comportements individuels. Il est vrai que sans la cupidité de trop nombreux acteurs s'efforçant de tirer des rendements à deux chiffres d'un système économique dont le taux de croissance n'atteint qu'un chiffre, la crise n'aurait pas éclaté avec autant de brutalité. Mais de bonnes politiques auraient dû anticiper le fait que les hommes peuvent être cupides et raisonner à courte vue. Si le brusque dénouement de positions spéculatives dans presque tous les secteurs des marchés financiers a été déclenché par l'éclatement de la bulle des prix de l'immobilier aux États-Unis, toutes les bulles qui s'étaient créées n'étaient aucunement viables et auraient fini tôt ou tard par éclater. Les décideurs qui auraient dû être plus clairvoyants ne sont tout simplement pas crédibles quand ils affirment que la cupidité a dépassé les limites ou que les autorités de réglementation «se sont endormies à la barre». In *Résumé, La crise économique mondiale: défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales*, CNUCED, 2009.
http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf

solutions plus démocratiques comme le G192, les voix des peuples du sud ou des sociétés civiles sont laissées pour compte, il est essentiel de faire comprendre que la réforme de cet ordre mondial par le G20 demeure conjoncturelle. Ces réactions concertées repoussent l'échéance pourtant urgente de changements structurels et fondamentaux.

Associationnisme et efficacité libérale pour sortir de la crise

Un postulat partagé par les membres du G20 est la croyance que les vertus des principes du marché, le libre échange, des systèmes financiers mieux régulés sont les garants de l'entrepreneuriat, de l'innovation, d'une croissance robuste et de la réduction de la pauvreté. Leur analyse de la crise économique mondiale actuelle est que l'embellie économique de la dernière décennie ait contribué à sous-estimer les risques financiers et à empêcher les diligentes capacités de réactions globales, alors que de plus en plus de pratiques managériales financières aventurières, frauduleuses ou nébuleuses minaient le système économique. Ce dernier était par ailleurs déjà fragilisé par des mesures macro-économiques inadéquates et souvent peu concertées. La combinaison de ces effets aurait produit l'effondrement économique.⁶

Le G20, en réponse à l'effondrement du système financier, a émis la déclaration de Washington de novembre 2008, assortie d'un plan d'action de 47 mesures et du suivi de sa feuille de route. Ensuite le sommet de Londres d'avril 2009 a accouché d'une déclaration sur la consolidation du système financier et d'un plan global de relance et de réformes. C'est ce dernier qui a été réaménagé par les ministres des Finances au sommet de Londres de septembre 2009. Il est probable que l'essentiel de ces mesures se consolidera à Pittsburgh où on tentera d'aplanir quelques tenaces vues discordantes. Ces mesures et engagements correspondent à la volonté affichée de réitérer la fiabilité du système, à la condition de moraliser des segments du système financier délinquant et obsolète malgré ses dérivés innovants. Ces efforts escomptent renflouer l'ordre économique mondial de façon à restaurer le crédit et la confiance. On présume que ces mesures stimuleront la reprise et éloigneront les perspectives d'aggravation de la récession et la survenue d'une dépression. Sans trop rentrer dans les détails, voyons donc quelques engagements pris et les mesures entreprises et leur impact.

La déclaration de *Washington* et son plan d'action traduisent à la fois l'urgence et la gravité de la situation et la volonté manifeste des leaders de prouver qu'il y a bien des pilotes à cette mondialisation en déroute. Après une ère marquée par le désengagement de l'État, la bonne gouvernance et l'autorégulation (qui ont donné l'illusion managériale que l'on pouvait par les vertus du marché laisser l'économie s'épanouir et les sociétés se prendre en main) voilà que l'État reprend du service et que la bonne gouvernance s'applique désormais à la finance mondiale. Il n'est donc pas surprenant que la déclaration énumère des actions hardies pour remédier à la crise. En vue de relancer l'économie, les leaders ont réitéré à *Londres* qu'ils entendent rendre disponibles des liquidités, renflouer et soutenir le capital des institutions financières et redresser les

⁶ Roots causes of the current crisis, in Declaration Summit on financial Markets and the World Economy, G20, Nov 15, 2008

déséquilibres financiers et fiscaux. Ils reconnaissent par le fait même que les institutions financières doivent être tenues responsables du désastre économique, et que seule leur reconnaissance des pertes occasionnées, leur transparence et leur meilleure imputabilité et gouvernance garantirait les chances des réformes suivantes.

Consolider la transparence et l'imputabilité

Les défaillances du secteur financier ayant été effet déclencheur de la crise, il importe pour le G20 de rebâtir la confiance dans le secteur et encadrer les financiers. L'opacité des marchés financiers- où des États, des gestionnaires d'actifs et autres opérateurs financiers opèrent dans une jungle sans règle- requière que soit imposée une plus grande rigueur en matière de transparence, de divulgation des dessous des produits financiers des grandes firmes (fondations, trusts, fiducies, etc.). Les leaders du G20 s'engagent à édicter et à surveiller un seul système standard et global en matière fiscale et prudentielle. Ils se fieraient sur les entités du secteur privé qui ont fait la preuve des meilleures pratiques. Ces dernières serviront à une communauté qui devra s'assurer désormais de la probité de tous ses membres. On note l'avènement du *Financial Stability Board* (conseil de stabilité financière) pour remplacer le forum de stabilité financière afin de permettre d'identifier les risques, et en conjonction avec le FMI, de déployer les mécanismes d'alerte et de système de régulation macroprudentielle. Le forum avait déjà prévu, dans sa charte, de calibrer les bonus des *traders* aux résultats de leurs sociétés et de veiller à ce qu'ils ne perturbent pas les grands équilibres. Cela va aussi permettre la supervision de grands portefeuilles financiers, incluant les *hedges funds*, la levée du secret bancaire aux fins du contrôle fiscal entre États (ce qui ne signifie par la fin du secret bancaire), et des mesures fermes contre toutes les entités financières non coopératives.⁷ Il serait sans doute plus intéressant et drastique de faire participer les grands argentiers aux pertes. Plutôt que seulement récompenser, un bonus pourrait aussi être négatif et pénaliser celui qui a fait prendre le risque et qui participerait à éponger les pertes. Il reste aussi encore à s'en prendre aux trusts, entités juridiques quasi intouchables qui gèrent des portefeuilles pour des tiers. Après dix ans de tergiversations les règles dites de Bâle II⁸ (visant à protéger entreprises et épargnant des faillites bancaires), se rapportant au capital réglementaire des banques (capitalisation, dépassement des ratios prudentiels), ne sont cependant toujours pas endossées par Washington⁹. Contrairement aux Européens,

⁷ Strengthening financial supervision and regulation , in Global Plan for Recovery and Reform, London, 2 April 2009.

⁸ **Basel II: International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards: a Revised Framework, June 2004**, <http://www.bis.org/publ/bcbs107.htm>

⁹ Ceci se comprend. Faut-il rappeler que c'est aux États-Unis d'abord, que les particuliers et sociétés vivant au-dessus de leurs moyens ont continué à emprunter pour maintenir leur mode de vie. Les Banques sachant pertinemment que l'embellie économique et la floraison des dividendes ne sont permises que par l'afflux de crédits, malgré le dépassement des ratios prudentiels, vont inventer des dérivés, les ABS, sorte de titres boursiers sur les crédits octroyés. Ce phénomène, qualifié de titrisation, permet à la Banque de se renflouer immédiatement, de faire porter le risque à l'acheteur du titre, mais surtout de mettre ces sommes tritrisées hors des comptes prudentiels. L'appétit venant en mangeant, le système financier a investi l'univers immobilier et surfé sur les prêts hypothécaires offerts à des particuliers de moins en moins solvables. La bulle des *subprimes* était née et devant l'imminence de son éclatement des financiers vont concocter d'autres dérivés avec ces mêmes dérivés, en mixant titres et produits plus ou moins lucratifs et côtés avec

récalcitrants à ce renforcement du capital réglementaire des banques, les Américains souhaitent que ces règles de Bâle II soient dépassées, qu'on impose un système plus ambitieux disposant de plus importants fonds propres d'ici 2012. Les Américains veulent convaincre les Européens de relever comme eux les fonds propres des banques afin d'éviter une répétition de la crise. Les Européens considèrent que la prévention des risques doit demeurer le critère d'estimation des fonds propres. On semble ignorer, en cas de crise grave, si renforcer les assises financières des fonds propres reporterait le risque sur la banque, les assureurs, les épargnants, ou l'État. Les *Hedge funds* et leurs gestionnaires seront dorénavant enregistrés et auront l'obligation de divulguer toute information pertinente aux régulateurs.

Cette transparence s'étend aux paradis fiscaux. On peut déplorer que le G20 ne tente pas de les supprimer. Il se borne à recommander des sanctions contre les non coopératifs. Mais qui sont-ils? Est-ce la City de Londres, les enclaves américaines comme le Delaware, les îles Caïmans, et autres abris où se terrent des filiales des entreprises du Cac 40? L'OCDE, comme elle l'avait fait en 2000, a tranché en départageant en diverses catégories basées sur l'existence ou non d'impôts, l'opacité du régime fiscal, la présence de société-écrans et le manque d'échanges d'informations fiscales avec les États. Il en ressort trois listes révélant au monde ce qu'il savait déjà. La liste noire de pays qui ont toujours rechigné à observer les standards internationaux comme l'Uruguay, le Costa Rica la Malaisie. Une liste grise comme Aruba, la Suisse la Belgique parmi quelque trente-huit pays. Et une liste blanche de pays comme la Chine, le Canada, la Russie, les Seychelles ou les États-Unis ayant signé au moins 12 accords appropriés aux standards internationaux, mais ayant encore des problèmes à les appliquer intégralement. Si on peut saluer ce début de lutte contre les malversations financières, allant des fraudes au blanchiment d'argent (qui après tout garnira l'escarcelle d'États de plus en plus sollicités), on peut se questionner si on touchera au cœur du système financier oligarque bourré d'argent équivoque. Faut-il rappeler que les paradis fiscaux sont en fait un enfer fiscal et juridique, au sens qu'il n'y existe peu ou pas de fiscalités et de lois. Il sera difficile d'y voir naître une fiscalité substantielle. La divulgation de la liste de l'OCDE a eu l'effet d'une fin de récréation, et faisant mine d'obtempérer, on se rue dans les rangs. La soudaine attention portée sur ces espaces nébuleux provoque depuis quelques semaines, comme aux îles Caïman, une véritable hémorragie financière. Des entreprises véreuses fuient quotidiennement par centaines. Des criminels à cols blancs comme de respectables gens d'affaires y sont encore abrités dans des bâtiments cossus, à l'instar d'un des plus discrets qui malgré sa petite taille ne compte pas moins de 12000 locataires financiers! En promettant de faire le ménage, les îles Caïmans ont été rétrocédées de la liste grise à la blanche. On se souviendra que dans la liste noire des années 2000 de l'OCDE, les pays incriminés avaient finalement pratiquement tous disparu de la liste. De même aujourd'hui, voici que de trois listes on en a plus que deux, ce qui laisse présager que la pratique perdurera avec des paradis plus attrayants parce que respectables. De même sera-t-il difficile d'obliger les entités financières non coopératives de divulguer

d'autres plus sûrs, mais moins performants. Le résultat nommé CDO (*collateralized debt obligations*) a eu encore eu davantage de succès que les ABS (*asset backed securities*) au point que les Banques, sans se soucier de ces clonages hybrides, en achètent massivement. Comme le dragon qui se dévore la queue, elles phagocytent leur propre ratio prudentiel. L'administration Bush, à son corps défendant, a tenté de renflouer ce secteur en y injectant en vain quelque 700 milliards.

l'information comptable aux autorités juridiques. C'est en mars 2010 que seront sanctionnés les plus récalcitrants. Les attermolements d'un pays comme la Suisse montrent toutefois que ce début de fermeté peut être efficace. Encore faudrait-il que les pays du G20 se l'appliquent à eux-mêmes, et surtout résolument aux trusts, ces instances juridiques écrans et prêtes –noms qui inondent littéralement les marchés financiers. En invoquant la tutelle pour gérer le compte d'inaptes juridiques le trust permet l'organisation spéculative entre pairs en connivences ou en concurrence. Les gestionnaires financiers qui excellent dans les techniques pistant ou marquant les transactions peuvent ainsi se mouvoir dans la sphère de la liquidité financière internationale qui leur était historiquement étanche jusqu'au milieu des années 70. En effet, à l'origine, les lois des trusts incombaient de limiter la circulation des biens et les risques d'investissement et de veiller au patrimoine du légataire. Aujourd'hui, du fait des recombinaisons néolibérales institutionnelles et managériales, comme des règles juridiques, les biens de patrimoines et autres fonds de pension, sont fongibles dans n'importe quels actifs financiers. Ils se perdent dès lors dans les méandres juridiques et financiers, rendant difficile leur traçabilité.¹⁰ Quand on sait la capacité de parades des contrevenants, on peut cyniquement concevoir que des stratagèmes pour contrôler les nouveaux épouvantails financiers du G20 sont déjà en branle pour d'autres domiciliations des actifs.

Il est certes difficile de voir les plus riches se faire *hara-kiri* au nom de la moralité, quoiqu'une frange parmi eux se désolidarise des plus toxiques sous peine d'être emportée par la crise. Et donc, un ménage en leur sein au nom de la crise de crédit planétaire, dont ils sont les premiers responsables, peut encore apporter quelques bonnes surprises. Une des plus touchantes est le salaire des *traders* et des banquiers revu à la baisse et que le G20 conscient du haro mondial contre cette pratique tente d'ajuster à la morosité ambiante. Indécent serait devant tant de faillites et d'emplois sacrifiés de dépenser de façon ostentatoire ces bonus si gratifiants. L'Europe semble en avoir fait son enjeu principal, en voulant faire plafonner ces bonus, voire interdire toute prime garantie. À la rencontre de Londres du début septembre, les ministres des Finances ont convenu que les rémunérations et bonus faramineux de Banquiers, dont ils reconnaissent que «les actions ont un impact important sur la prise de risque», devraient être versés de façon plus transparente et différée. A l'encontre des États-Unis, la France qui réclamait une limitation des bonus ne parvient pas à convaincre ses partenaires européens. Il se profile une possibilité, en fonction des performances et des risques encourus, de supprimer certaines des échéances sur les paiements rééchelonnés et d'aboutir à de critères mondiaux de rémunération. Avec l'embellie financière, les grands argentiers succombent moins à la panique, ce qui laisse croire qu'ils feront la sourde oreille aux changements pressentis. Il est probable que *Pittsburgh* ne tranchera pas pour autant la question, l'Europe s'y présentant désunie face aux États-Unis récalcitrants à cette perspective. Même si les Américains restent sur la défensive sur cet enjeu, un ton de fermeté a été donné par le président Obama le 14 septembre 2009. Pourtant redevable aux banquiers qui ont moussé sa campagne il a admonesté le parterre de Wall Street, à un moment où s'y commémorait un an de faillites enclenchées par Lehman Brothers- lâché pour l'exemple- ou AIG. Il importait pour son administration à la fois de réaffirmer sa foi dans

¹⁰ Sabine Montagne, le Trust, fondement juridique du capitalisme patrimonial, in Frederic Lordon, dir, Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme, Les Presses de SciencesPo, 2008, pp220-250

le marché, le capitalisme et l'entrepreneuriat, mais de rappeler aux financiers non seulement leur responsabilité déficiente et ayant causé la crise, mais surtout de tirer les leçons de l'année écoulée où on a frôlé l'irréparable. Il leur conseille en ce début de frémissement économique de changer de comportement. Il n'est plus question que l'argent public des contribuables renfloue une finance ingrate dont la voracité à peine bridée reviendrait au galop. Le système de régulation, basé sur l'imputabilité et la transparence, doit restaurer la confiance et permettre la reprise. De même, le président américain a insisté pour dire combien Pittsburgh et le G20 joueront un rôle dans la reprise et comme mécanisme de gouvernance dans lesquels l'Amérique devra autant promouvoir le libre échange qu'éviter le protectionnisme. Ceci n'exclut pas qu'elle respecte ses engagements déjà signés. Wall Street et le Congrès conditionnent toute la poursuite de la politique de réforme de la maison blanche, et l'Amérique est plus que divisée dans la crise.

Sur toutes ces transactions opaques qui minent l'Amérique et l'économie monde, l'enjeu de l'impunité des criminels en cravates interpelle autant le droit national qu'il illustre la nécessité de l'avènement d'un droit économique international à la hauteur des exigences contemporaines. Il est clair que toutes ces mesures réglementaires restent superficielles, voire incantatoires en l'absence d'une autorité mondiale disposant de moyens de sanctions contraignants contre les puissants et ceux qui provoquent la crise ou en vivent. On peut questionner la longévité de ce vent d'intégrité qui anime les mesures du G20. Si cela peut le conforter, le rapport 2009 de *Transparency International*, organisation dont le biais affairiste ne la discrédite pas pour autant en la matière, s'attaque enfin au secteur privé. Il illustre combien la corruption (pots de vin, trafics d'influence, délits d'initiés et pantouflages entre privé et public, connivences sur les prix et marchés...) peut nuire autant aux entreprises, aux États qu'aux contribuables. Les dirigeants des grandes entreprises y reconnaissent que ces pratiques augmentent le coût final des projets à hauteur de 10%, sommes finalement payés par des contribuables doublement lésés. La transparence des entreprises et la responsabilité de marchés réglementés sont au cœur des changements possibles.¹¹

Imposer une régulation cohérente

La nouvelle armature financière comprenant le FSB, le FMI et autres régulateurs est postée en sentinelle et en paravent des risques financiers cycliques. L'*International Accounting Standard Committee Foundation* s'est doté d'un volet de surveillance composé d'autorités publiques. Les régimes de régulations doivent être à même de prévoir les risques cycliques susceptibles d'endommager la finance mondiale et le FSB devrait cet automne soumettre un code de conduite macroprudentielle standard. Tous les marchés financiers et leurs producteurs seront scrutés promet le G20. Les mécanismes de régulation ne devront pas pour autant décourager le commerce et l'innovation. Cette surveillance n'est pas si nouvelle, mais elle s'est intensifiée. En effet l'ampleur de la libéralisation financière des vingt dernières années, alors que toutes les économies, même les plus entrebâillées, sont ouvertes, n'a jamais exclu que soient strictement surveillées les balances de paiements voire la politique économique en général. Ces réformes ont

¹¹ http://www.transparence-france.org/ewb_pages/div/Rapport_mondial_sur_la_corruption_2009.php

d'ailleurs fini par hypothéquer les politiques d'emploi et de croissance et souvent à brider le développement des formations sociales au Sud. Mais avec cette crise du crédit, un surcroît de surveillance est plus que nécessaire. Le G20 est conscient de l'existence du supra-impérialisme et sa crise, c'est-à-dire la crise de la gestion de la mondialisation néo-libérale. Je qualifie de supra-impérialiste le capitalisme des oligopoles. Une de ses caractéristiques le rend capable désormais par son segment financiarisé d'entretenir et d'ordonner tous les systèmes productifs. La capacité du supra-impérialisme de transcender les formations sociales ne signifie pas qu'il y aille seulement du haut au bas verticalement et transversalement, mais aussi par la reproduction endogène. La déréglementation mondiale des marchés d'action, le regroupement dans les fonds de pension de l'épargne financière, la gestion du travail et de l'entreprise par le capital actionnarial occasionnent ainsi de profonds changements structurels. « Cette prépondérance de la finance globale implique une certaine autonomie entre les mouvements de capitaux et les autres dimensions de la mondialisation, en même temps qu'une forte réduction des contrôles étatiques ou des régulations bancaires. La logique de la configuration financière ne se borne pas à l'activité des organismes financiers, elle touche de plus en plus la gestion des firmes industrielles ». ¹² Cette prééminence de la financiarisation du capitalisme s'étend donc à toutes les composantes du marché du travail et aux diverses transactions des produits. Les centres principaux du capitalisme mondial, vieillissants et ayant délocalisés ou ayant été dessaisis d'une grande portion du travail productif et où sont lotis ces oligopoles, disposent encore de la maîtrise de l'accumulation, de l'hégémonie et des ressources naturelles. Ils ne sont pas pour autant omnipotents. Parce que littéralement articulés sur leur segment financier, ils sont très vulnérables puisque fragilisés par le krach financier. En cooptant les pays du G20, le cœur oligopolistique des pays du centre escompte, en se redéployant, perpétuer et reproduire sa rente planétaire. L'ambivalence des formations périphériques les plus avancées qui participent à ce projet sera déterminante dans l'évolution de ce regroupement voire du monde. D'un côté leur fragile, autocentrage et l'hypothétique perspective de se voir constituer en Centres. Ici réside leur espoir de se défaire de ce rôle de relève et d'arrière cour du capitalisme mondial, dans lequel ils élargissent certes des enclaves où ils excellent. De l'autre, leur réalité patente illustrant l'incapacité de déploiement horizontal et socio-économique de leur développement. Celui-ci se traduit par l'incapacité d'absorption et de modernisation de l'essentiel de leur force de travail. L'analyse d'Amin demeure donc toujours d'actualité :

« Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres ». ¹³

¹² Charles Albert Michalet, Mondialisation, la grande rupture, Paris, la Découverte, 2009, p9.

¹³ Samir Amin, Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale ? Conférence de Durban contre le racisme (Août 2001)

Promouvoir l'intégrité des marchés financiers

Lors du krach financier de 1987, la banque centrale américaine FED avait préconisé une politique monétariste expansionniste. Alan Greenspan a garanti la liquidité à bas prix et la planche à billets a fonctionné à plein régime, devenant chronique. Ménages, entreprises et spéculateurs y recourent et les banques sont convaincues que la FED sera toujours là pour éponger et les renflouer. Enron, Worldcom, Bear Stearns, Subprime, Amaranth, l'industrie automobile, Freddie Mac, Fannie Mae Madoff, Merrill Lynch, AIG., Lehman Bro., une litanie qui a défrayé la chronique en effet domino sur la solvabilité de toute l'Amérique compromettant toute l'économie de marché ailleurs.

Pour le G20, permettre le retour vigoureux du crédit à l'échelle nationale et la circulation abondante des flux de capitaux à l'international a nécessité une perfusion massive de capitaux au système bancaire. Ces liquidités revigorant autant le capital que les actions sont de l'ordre d'un engagement d'un billion de dollars.¹⁴ La somme allouée demeure néanmoins colossale et inégalée dans l'histoire. Elle est censée permettre la relance budgétaire. Cette somme est en réalité une défaite globale qui cache l'incapacité d'harmoniser les politiques budgétaires des membres du G20 et amène, par défaut le recours au FMI et à la Banque mondiale, pour y arriver. Qui se souvient que Georges Bush a été le premier des présidents américains à connaître l'humiliation de se rendre au siège du FMI. À l'occasion de la réunion du G20 à Washington, chaperonné de son secrétaire au Trésor, il a reconnu aux pays émergents combien l'Amérique avait désormais besoin d'eux. Depuis, le FMI que l'on croyait condamné est revitalisé. Le FMI a bénéficié le plus des largesses récentes du G20 compte tenu du nombre de pays qui risqueront de se présenter pour se faire perfuser, à grandes doses de conditionnalités cependant. En plus d'avoir pu engranger près des trois quarts de la somme, de voir tripler ses DTS, et de pouvoir aller dorénavant emprunter aussi sur les marchés internationaux, il voit son pouvoir de surveillance accru. On a pu voir des situations paradoxales comme le Brésil prêter 10 milliards au FMI! Le FMI sort grandi du G20, il pourra superviser des tâches au FSB et noter les performances et les défaillances des pays. Le G20 a aussi recommandé et amorcé une plus grande coopération et circulation d'information financière entre pays. Ceci ne renvoie pas qu'à la lutte contre le blanchiment d'argent, ou l'enrichissement illicite comme le *Stolen asset recovery initiative* (StAR de l'ONU et Banque mondiale). Mais davantage à la révision des codes de conduites protégeant les investisseurs.

C'était d'actualité aux célébrations des soixante ans du système monétaire international et davantage avec la crise actuelle de concrétiser l'idée d'un *Bankor*, d'une devise internationale comme en rêvait Keynes. Stiglitz soutient que « Le système actuel est inéquitable et il contribue à l'instabilité et à une demande insuffisante. Pour se protéger de l'instabilité financière, les pays en développement prêtent des milliards de dollars aux

¹⁴ Cependant si on comptait tous les plans de relance au monde, il en coûterait cinq fois plus à en croire le premier ministre Gordon Brown

États-Unis, à un taux d'intérêt proche de zéro. Il ne peut y avoir de système de réserves stable avec un dollar volatile »¹⁵ Le dollar qui avait supplanté l'étalon or, n'est plus aujourd'hui capable de continuer à être la devise de référence. Son déficit, une épée de Damoclès sur la planète (la dette américaine dépasse les 12000 milliards de \$) est financée par d'autres monnaies plus vigoureuses, qui le tiennent en otage. La Chine possède des réserves astronomiques de dollars, et elle doit se doter d'un plan de relance équivalent à 7% à 8% de son PIB. Elle liquide donc ses avoirs en dollars à hauteur de plus de 1400 milliards. Elle pousse l'aplomb, de sa position de premier producteur aurifère mondial, à racheter sa portion d'or au FMI ainsi que les toutes nouvelles obligations que l'organisation a émises sur ce même montant. Elle n'exclut pas d'acheter des obligations et vice versa à ses autres partenaires du BRIC. Les pays du BRIC – Brésil Russie Inde Chine soit sur le quart des terres émergées 40% de la population mondiale et 15% du PIB mondial- à Ekaterinbourg¹⁶, cet été 2009, ont poussé le camouflet en préférant désormais les DTS, le Rouble et le Yuan au Dollar (dans le panier des droits des tirages spéciaux l'Euro a légèrement devancé le Dollar qui est suivi du yen et de la Livre). On peut imaginer que tout ce groupe du G20- et son hégémonie sur l'économie monde- même chaperonné de quelques autres économies dynamiques, constituerait un panier de devises crédibles pour créer une monnaie supranationale, illustrant une globalisation plus équitable. Une telle monnaie serait probablement plus stable que le dollar actuel. Bien entendu, il faudrait songer à une autre autorité que le FMI, à moins de réformer drastiquement l'organisation. D'ailleurs la requête des pays du sud du G20 d'y voir accroître leur pouvoir (un transfert de 7% des droits de vote des pays les plus industrialisés) est encore insuffisante, et on voit bien l'absurdité de voir la Chine n'y disposer que de 4% de quota à l'instar de la Belgique. De même, les systèmes financiers dont la capacité hégémonique a meurtri l'économie monde doivent rendre des comptes. La spéculation sur les devises en l'absence d'un système international gérant les tribulations des taux de change a accentué les déséquilibres financiers mondiaux. Il est hors de question que les pays en développement soient pénalisés par les marchés financiers au nom de la crise à la source de l'aggravation de leurs problèmes. Les États-Unis, la Suisse le Royaume-Uni, parce qu'intouchables malgré l'épuisement de leur modèle de croissance, ont érigé l'impunité en système. Elle leur est essentielle, non pas pour éviter la catastrophe imminente, mais pour surmonter l'épuisement d'un modèle d'accumulation et s'offrir la résurgence permettant de repousser encore cette fatale échéance. Il est entretemps difficile de pronostiquer à quelle hauteur et quand s'arrêteront les mesures de soutien à la relance économique qui auraient engouffré quelque 5000 milliards de \$?

Le rapport du groupe de travail de la CNUCED a énoncé une série de recommandations pratiques visiblement passées sous silence dans les cercles des décideurs du G20 et il concluait ;

¹⁵ La commission Stiglitz veut réformer la finance à 192, <http://www.infosud.org/spip/La-Commission-Stiglitz-veut-reformer-la-finance-a-192-1529.html>

¹⁶ Poutine qui a contribué avec son prédécesseur à privatiser le secteur public a contribué à créer parmi les plus grandes fortunes du monde. Ces oligarques russes ont pris le contrôle de tous les secteurs, mais avaient omis de se consolider en liquidités et quand la Bourse de Moscou s'est écroulée de plus de 605 en quelques semaines. Il a fallu pratiquement tout renationaliser de peur que les actifs russes ne fuient le pays. La réunion du BRIC a servi à consolider ce front de protection du rouble.

Dans une économie mondialisée, l'intervention sur les marchés financiers suppose que les institutions nationales coopèrent et coordonnent leur action et que les institutions spécialisées ayant un mandat multilatéral supervisent cette action. En ces temps de crise, cela s'impose encore plus qu'en temps normal. La tendance de nombreux gouvernements à confier de nouveau aux marchés financiers le rôle de juge ou de jury du processus de réforme – voire du sort de nations entières – ne semble guère judicieuse. Il faut absolument stabiliser les taux de change par une intervention directe et coordonnée des gouvernements, assortie d'une supervision multilatérale, au lieu de laisser le dernier mot aux marchés et d'essayer de «convaincre» les opérateurs de la «crédibilité des politiques» du pays dont la monnaie se déprécie, ce qui signifie généralement l'adoption de politiques procycliques fondées notamment sur une réduction des dépenses publiques ou la hausse des taux d'intérêt. Les problèmes de la spéculation financière excessive doivent être abordés de manière intégrée. Ainsi, ne traiter que les aspects nationaux de la re-réglementation pour empêcher une nouvelle bulle immobilière et la création des instruments financiers correspondants à risque ne ferait qu'intensifier la spéculation ailleurs, par exemple sur le marché des actions. Empêcher la spéculation sur les monnaies grâce à un nouveau système monétaire mondial prévoyant un ajustement automatique des taux de change pourrait pousser les spéculateurs à rechercher des gains rapides sur les marchés à terme de produits de base et accroître l'instabilité de ces marchés. Il en va de même pour les succès régionaux dans la lutte contre la spéculation, qui pourraient inciter les spéculateurs à se tourner vers d'autres régions. Ce qu'il faut, c'est fermer le grand casino; aucune autre solution ne saurait être durable.¹⁷

Renforcer la coopération internationale et réformer les Institutions financières internationales IFI

Sur ces enjeux les demandes des pays du sud au G20 ont déteint. Certes la réaffirmation des intentions se fait dans le paradigme du forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra 2008 qui consolidait la déclaration de Paris 2005. Un alignement, une appropriation, une harmonisation une responsabilité mutuelle et une plus grande association des bénéficiaires de «l'aide». Les leaders du G20 ont reconnu que les dirigeants des grandes institutions financières internationales devraient être engagés sur la base de la compétence et du mérite. Que ces institutions devraient être renforcées pour être plus efficaces et légitimes et que ceux qu'ils assistent devraient y voir grandir leur représentativité. Ils ont convenu que ces institutions devraient être réformées afin que leur mandat reflète les changements mondiaux et les enjeux d'une meilleure insertion des pays du sud dans les décisions. Ils se sont engagés à respecter leur engagement contre le protectionnisme,¹⁸ assuré qu'ils ne réduiront pas leur flux financier vers les pays en développement. Ils ont promis de conclure positivement le cycle de Doha. Ils ont reconnu la dimension humaine de la crise financière et réaffirmé leur intention d'atteindre les objectifs du millénaire, d'atteindre leurs promesses de volume d'aides, de soutenir par l'aide le commerce, d'augmenter les budgets des banques multilatérales et régionales de développement. Ils injecteront 50 milliards dans les pays les plus frappés par la crise, et

¹⁷ http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf

¹⁸ Il faudra suivre la guerre du pneu entre Beijing et Washington. Seuls deux pays du G20 n'ont pas adopté des mesures protectionnistes qui partout se sont enclenchées et rien ne prédit que après 2010 se soit la règle suivant le slogan «buy American»

assureront des filets sociaux de sécurité avec la Banque mondiale. Ils ont aussi préconisé l'augmentation des limites individuelles de prêts des pays à la banque mondiale. Ils doubleront les prêts confessionnels du FMI pour les pays les plus pauvres et leur marge de crédit, et s'assureront que des ressources émanant de la vente d'or du FMI permettront de dégager 6 milliards additionnels pour les trois prochaines années. Ils promettent des financements pour la sécurité alimentaire à partir de contributions bilatérales au cadre sur la vulnérabilité de la banque mondiale. Ils feront tout leur possible pour une relance économique responsable et verte. Ils ont réaffirmé leur intention de combattre le réchauffement climatique en se basant sur leur responsabilité commune et différenciée afin d'aboutir à une solution viable à Copenhague en décembre 2009. Mais quand on sait que la reprise passera avant l'écologie, que rien que les subventions du Nord à leur agriculture ne s'estomperont pas de sitôt et que le commerce mondial selon l'OMC fléchira de 9%, cette année on peut raisonnablement se demander à quoi ces mesures du G20 serviront pour les pays du sud? Tous ces enjeux montrent bien que la réponse à la crise mondiale ne devrait pas qu'être financière, mais globale et se faire surtout à l'échelle globale, donc faute de mieux au sein du dispositif multilatéral onusien seul habilité et légitime pour la faire. Le dispositif multilatéral doit être démocratique, c'est-à-dire faire une large aux pays en développement.

Le G20 semble davantage accaparé par la relance et la croissance durables et surtout se prémunir d'une rechute dont le capitalisme a la hantise. Le développement comme projet de société semble relégué à son acception la plus brute malgré ses qualificatifs d'efficacité ou de durabilité. Le développement est par essence prédateur. C'est un paradigme hégémonique, un postulat occidentalocentré. Dans tous les peuples où il est entrepris s'y cherche l'équilibre entre le repli et l'ouverture. Et dans notre ère mondialisée par le capitalisme, le développement continue de revêtir la définition qu'en donne Gilbert Rist :

« Le «développement» est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable».i

Ce n'est pas en accolant épithète ou qualificatif que le développement change fondamentalement, mais plutôt en prenant conscience de sa dimension historique et prédatrice, de son culturalisme - pas seulement occidentalocentré- et surtout de son inclinaison à la quête insatiable de la croissance et du profit. Et les alternatives et non des réformes qui viennent conforter le système en gratifiant les principaux responsables de l'aggravation de la crise-BM, FMI, OMC- sont toujours attendues dans la périphérie du système monde. Ceux-là qui ne sont préoccupés que des taux de profit ont toujours négligé ce qu'ils nomment les externalités. (l'environnement, les problèmes sociaux..) L'équivalent de la mortalité du second conflit mondial y frappe chaque année les pays du Sud. La guerre économique et pauvreté tuent par la malnutrition, l'exclusion, les problèmes hydriques, les guerres, les maladies, la délinquance.

Le cynisme de la crise financière et des mesures proposées par le G20 peuvent être soumis à ce qui suit. Les pays en développement ont remboursé dans les 39 dernières

années, près de 103 fois les 70 milliards qu'ils devaient en 1970. Depuis 25 ans l'équivalent de 8 plans Marshall- autour de 780 milliards - est allé du Sud vers le Nord (transfert net sur la dette extérieure publique). Aucun pays du Nord à l'exception de quelques pays scandinaves n'honore la promesse faite à Pearson d'octroyer 0,7% de leur richesse au développement. Au contraire le peu qui en est convoyé sert encore les intérêts stratégiques des bailleurs, et la plupart des ONG sont devenues pour l'essentiel des sous-traitants de cette œuvre. Il importe que le milieu de la coopération internationale saisisse que cette crise n'est pas la conjonction de crises ou une grave crise financière, mais bien une crise du système impérialiste ploutocratique et qu'il importe non pas d'assurer sa régulation, mais lui trouver des alternatives.

Rappelons combien 2,2 milliards d'humains déjà enlisés dans la pauvreté absolue ont vécu avec détresse la crise alimentaire. Elle est provoquée principalement par les mesures d'intégration des pays périphériques; par les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières afin de payer la dette; et surtout par la spéculation des firmes multinationales de l'alimentation, par le fourrage concentré qui permet l'alimentation en viande; par l'agroénergie. Au plus fort de la crise des derniers mois de 2007, les firmes multinationales responsables de la faim dans le monde sont venues se réfugier à la bourse agricole de Chicago en y achetant massivement des portefeuilles papier maximisant encore davantage leur profit. La reprise mondiale sera hypothéquée par le débalancement des plans de relance trop importants au Nord par rapport à ceux du Sud, et cela prendra concrètement bien plus que le 0,7% d'aide internationale qui n'a jamais été octroyée, voire plus de 1%. des plans de relance du Nord, somme certes dérisoire, mais qui pourtant ne sera pas déployée

Avec la frustration et le désenchantement collectif en toile de fond, on voit depuis trois ans les tenants de *Davos* récupérer le discours altermondialiste et desserrer l'étau de la dette. En même temps, les derniers bastions du bien commun sont investis par la rationalité marchande (de l'eau aux plantes, de la culture aux gènes...). Tout cela exacerbe l'exploitation du travail. Compte tenu des différences de rémunération et de productivité par rapport aux pays avancés du centre, la mondialisation occasionne vers ces derniers toujours davantage de transferts de capitaux et de main d'œuvre sélective. Parallèlement, -par les zones de libre-échange et autres formes d'intégration- elle procède à un laminage autant des économies des pôles autocentrés des centres capitalistes, que ceux des pôles dominés qui n'ont pu s'autocentrer. Elle les recompose en réseaux productifs mondiaux intégrés, mais concurrentiels. À tous les autres de les imiter et de s'aligner à cette logique ou de périr. Sur ces enjeux les pays les plus puissants de la périphérie ne doivent pas abandonner ni leur population ni les pays qu'ils devancent et être solidaires de leurs revendications. Il existe des voies hardies de sorties de crise dans une perspective progressiste et humaniste comme les synthétise Amin.

«Pour identifier les conditions de cette alternative humaniste il est indispensable de partir de la diversité des aspirations qui motivent la mobilisation et les luttes sociales, et regrouper peut-être ces aspirations dans cinq rubriques : (i) l'aspiration à la démocratie politique, au respect du droit et à la liberté intellectuelle ; (ii) l'aspiration à la justice sociale ; (iii) l'aspiration au respect des groupes et communautés divers ; (iv) l'aspiration à une gestion

écologique meilleure et (v) l'aspiration à occuper une position plus favorable dans le système mondial»¹⁹

Quelques horizons stratégiques conditionnant les luttes du Sud à venir et susceptibles de les faire triompher avec l'aide d'internationalistes du Nord demeurent essentiels pour éviter que le G20 ne se transforme en outil de régulation d'une ploutocratie cosmopolite.

:

- L'autosuffisance alimentaire, la réforme agraire, la modernisation agricole au rythme de chaque société ; l'avènement de marchés de biens de consommation de masse, pour la satisfaction des besoins essentiels.
- La nationalisation des ressources naturelles dans une perspective de participation citoyenne et patriotique.
- l'industrialisation légère complétant l'agriculture et le rééquilibrage du revenu ville/campagne ;
- L'intégration régionale et continentale accélérée par complémentarité et péréquation. .
- Un conseil de sécurité économique mondial, des droits de tirages spéciaux démocratiques et une monnaie supranationale.
- Abolition des paradis fiscaux et des banques off shore. Avènement de Banques centrales Sud-Sud, monnaie continentale en Amérique latine et en Afrique en l'absence d'une monnaie multilatérale démocratique.
- Parlement bi-ou tricontinental sur les grands enjeux de développement et de sécurité.
- Armée continentale et brigade civile de prévention des conflits et de reconstruction postconflits.
- Coopération tricontinentale contre la spéculation avec des internationalistes du Nord qui partagent la lutte contre l'impunité, l'enrichissement illicite et l'atteinte aux droits de la personne. Restitution des biens mal acquis. Divulgateion des pays s'opposant à la transparence, à l'information fiscale, et à l'évasion fiscale.
- lutter collectivement pour refuser de payer la dette et réformer les institutions internationales pour une coopération internationale plafonnée à 0,7 % et non liée.
- Miser sur des brevets et une technologie à sa portée et moyen
- L'émancipation des femmes et le changement des mentalités masculines.
- La repolitisation démocratique des masses et leur autoorganisation contre l'impérialisme oligarchique, les régimes compradors et les comportements antiprogressistes.
- Décrypter les comportements irresponsables consuméristes et ostentatoires et redécouverts des schémas de solidarité.
- Sauvegarder les ressources naturelles et environnementales, par un comportement civique et écologique. Un nouveau traité remplaçant le protocole de Kyoto et le redressement en faveur des pays du sud qui endurent 90% des conséquences

¹⁹ Samir Amin, Mondialisation ou apartheid à l'échelle mondiale ? Conférence de Durban contre le racisme (août 2001)

économiques et humaines du réchauffement global alors plus que 50 d'entre eux n'émettent même pas un centième de ces gaz à effet de serre.

- Œuvrer pour un monde humaniste progressiste et polycentrique et la préservation des biens communs par un développement responsable et populaire privilégiant la valeur d'usage à la valeur d'échange.

i Rist, Gilbert, Le développement, Histoire d'une croyance occidentale, Presse de Science Po, Paris 1996, pp 26-35.

Copyright, Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique. Mentionner la source de tout extrait cité.